



« *One Water Summit* » : vers un monde résilient dans le domaine de l'eau

Le monde a besoin d'améliorer les approches et solutions mises en œuvre dans la gestion de l'eau dans un contexte de perturbation du cycle mondial de l'eau, reflet du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution, et exacerbée par les processus de désertification. L'accès insuffisant aux services d'assainissement et à une eau de qualité adaptée en quantité suffisante, couplé à une demande en eau de plus en plus forte, nécessitent la mise en place de stratégies de gouvernance appropriées. La question de l'eau est une préoccupation largement partagée; en effet, 9 catastrophes naturelles sur 10¹ sont liées à l'eau et 9 pays sur 10 accordent la priorité aux mesures sur l'eau dans leurs contributions déterminées au niveau national².

La problématique de l'eau ne saurait par conséquent être traitée uniquement à l'échelle nationale. Par sa nature même, et précisément parce que la nature et nos frontières ne recoupent pas parfaitement les bassins hydrographiques, elle nécessite forcément de la coopération. L'accès à l'eau comme la gestion de l'eau doivent être appréhendés comme des biens communs.

Cette problématique est intégrée dans **tous les objectifs de développement durable (ODD)**, notamment l'ODD n°6 visant à garantir l'accès à l'eau et à l'assainissement, ainsi que dans l'ensemble de l'agenda, de la santé à l'alimentation, l'agriculture, l'énergie, et l'industrie.

¹ https://www.unisdr.org/2015/docs/climatechange/COP21_WeatherDisastersReport_2015_FINAL.pdf et https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_Chapter04.pdf

² https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/41138/water_management_climate_change.pdf?sequence=1

UN JALON POUR L'AGENDA DE L'EAU

Le processus des Nations Unies sur l'eau gagne en maturité, depuis la Conférence des Nations Unies sur l'eau en 2023 et vers les deux prochaines Conférences des Nations Unies sur l'eau prévues pour 2026 et 2028. Le «One Water Summit», qui s'est tenu le 3 décembre 2024 à Riyad en marge de la COP16 sur désertification, a contribué à entretenir cette **dynamique politique sur l'agenda mondial pour l'eau**.

Organisé par la République française, la République du Kazakhstan, le Royaume d'Arabie saoudite et la Banque mondiale, ce sommet avait pour objectif:

- de porter la question de l'eau au plus haut niveau politique, afin qu'elle ne soit plus laissée de côté et soit intégrée dans toutes les politiques transversales;
- de mettre en lumière des solutions concrètes et durables en faveur d'un monde résilient dans le domaine de l'eau, de démontrer que la question de l'eau n'est pas seulement un défi mais qu'elle offre aussi la possibilité de mettre en place de nouveaux modèles et de soutenir la croissance économique et le développement humain.
- de progresser dans la prévention des tensions portant sur les réserves d'eau douce, notamment en mettant au point et en diffusant des technologies clés comme la désalinisation et la réutilisation de l'eau et en utilisant mieux les solutions fondées sur la nature pour stocker l'eau, ce qui permettra d'éviter les tensions autour des réserves d'eau douce.

Réunissant les champions du secteur de l'eau, des Chefs d'État et de gouvernement aux institutions financières, en passant par les organisations internationales, les entreprises du secteur privé et les représentants de la société civile, ce sommet a permis de faire des annonces ambitieuses et de lancer des projets transformateurs, afin de sortir des approches cloisonnées dans le domaine de l'eau.

REHAUSSER L'AMBITION POUR L'EAU AU PLUS HAUT NIVEAU

Le «One Water Summit» a mis en valeur des initiatives et des coopérations internationales lancées pour s'attaquer au problème de l'eau, qui requiert une action collective avec des approches globales, et a permis de faire des annonces générales reconnaissant la nécessité de placer la question de l'eau en première ligne des efforts mondiaux pour un avenir durable, comme souligné dans les recommandations du rapport de la Commission mondiale sur l'économie de l'eau.

L'Arabie saoudite a invité la communauté internationale, notamment les États membres de l'ONU, les organisations internationales et le secteur privé à rejoindre l'**Organisation mondiale de l'eau**, qui vise à accroître le partage de connaissances et à promouvoir la coopération multilatérale afin de rendre les ressources en eau plus durables, à renforcer et à mutualiser les efforts pour faire face ensemble aux problèmes liés à l'eau, à trouver des solutions globales et à développer des technologies innovantes et l'échange de savoir-faire dans ce domaine.

Le **groupe de la Banque mondiale** a souligné l'urgence de résoudre la crise de l'eau et la nécessité d'adopter une approche globale de toutes les questions liées à l'eau, qui sont interconnectées, et a informé les participants au sommet de l'adoption de sa nouvelle Stratégie mondiale sur l'eau, qui s'articule autour de trois axes: l'eau pour les populations, l'eau pour l'alimentation et l'eau pour la planète. Le groupe de la Banque mondiale travaillera de manière globale autour de ces trois axes pour mettre en œuvre des solutions nationales permettant de mieux mobiliser les ressources publiques, en utilisant par exemple des instruments d'atténuation des risques, de renforcer le secteur public de l'eau, notamment grâce à une réforme des tarifs faisant apparaître davantage la valeur de l'eau, et de tirer parti des capitaux, de l'efficacité et des capacités d'innovation du secteur privé.

Les **neuf banques multilatérales de développement** (la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque européenne d'investissement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque islamique de développement, la Nouvelle banque de développement et le Groupe de la Banque mondiale) se sont engagées à mobiliser davantage de financements pour le secteur de l'eau afin d'accroître les investissements, ainsi qu'à conjointement rendre compte des principaux résultats publiquement³.

Une **coalition d'entreprises** (Banka Bio, Danone, Ecolab, Kering, LMVH, Saur, Séché Environnement, Suez, Veolia) a adopté une déclaration commune⁴ en s'engageant à accélérer l'action sur l'empreinte eau et l'impact eau pour parvenir à une utilisation durable de l'eau dans l'économie mondiale, à encourager d'autres entreprises à se joindre à cette dynamique et à mettre en valeur des mesures et initiatives cadres efficaces.

Le **Kazakhstan** a annoncé qu'il accueillerait en **2026 un sommet régional sur le climat** en partenariat avec l'ONU et d'autres organisations internationales pour accélérer les efforts régionaux en matière d'atténuation et d'adaptation climatiques et pour promouvoir des solutions concrètes.

L'**Arabie saoudite** a annoncé qu'elle se préparait à **accueillir en 2027 la 11^e session du Forum mondial de l'eau** en coopération avec le Conseil mondial de l'eau.

Les **Nations Unies**, représentées par l'Envoyée spéciale pour l'eau, Mme Retno Marsudi, désignée pour favoriser la mobilisation politique et la mise en œuvre de la **nouvelle stratégie en matière d'eau et d'assainissement** à l'échelle du système des Nations Unies, a exposé la nouvelle vision des Nations Unies pour **prendre systématiquement en compte la question de l'eau dans tous les processus pertinents** ainsi que son intérêt pour les recommandations et engagements énoncés dans le cadre du nouveau **processus du «One Water Summit»**.

→ La France a souligné les différents enjeux liés à l'eau et à l'adaptation et a appelé à une **«New Water Coalition»**, réunissant les États, les communautés, les municipalités, les autorités locales, les entreprises, les porteurs de technologies et les organismes de financement, pour définir une gamme de solutions rendant possible, d'une part, le recensement des besoins (notamment en matière de désalinisation et de réutilisation de l'eau) et la stabilisation de l'offre actuelle de technologies en la rendant disponible et accessible, et, d'autre part, la mobilisation de financements dans les meilleurs délais pour mettre en œuvre ces solutions de manière très concrète sur le terrain.

³ <https://www.eib.org/files/press/CommitmenttoWaterSecuritywithlogos.pdf>

⁴ <https://oneplanetsummit.fr/sites/default/files/2024-12/Statement%20of%20Commitments%20from%20Companies%20to%20Accelerate%20Action%20on%20Water%20Footprint%20and%20Impact.pdf>

PARTAGER ET COOPÉRER

Le «**One Water Summit**» a mis en avant le rôle que joue la coopération transfrontalière sur l'eau dans la gestion efficace et pacifique des ressources mondiales en eau, grâce à des instruments comme la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, et à des annonces et le lancement de coalitions.

La **Coalition pour la coopération dans le domaine des eaux transfrontalières**⁵, formée à la veille de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023, a annoncé son intention de lancer une **nouvelle plateforme d'échange des connaissances qui répertoriera, à l'échelle mondiale, des bonnes pratiques, des solutions et des informations** concernant les moyens juridiques, techniques et financiers de développer la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau.

La coalition «**One Water Vision**», composée d'organisations internationales et d'instituts de recherche, placée sous l'égide de l'Organisation météorologique mondiale et du Réseau international des organismes de bassin, a été lancée avec un nouveau consortium pour la recherche réunissant instituts de recherche et universités⁶. Elle vise à **renforcer les partenariats en matière d'observation de la Terre et d'échange des données pour une gestion intégrée des ressources en eau**.

Les organisations membres de l'**Observatoire spatial pour le climat** ont signé une Charte⁷ dans le cadre de l'initiative «**One Water Vision**» où elles affirment leur détermination commune à prendre des mesures concertées aux niveaux national, régional et international afin d'**appliquer à plus grande échelle les solutions liées à la gestion de l'eau** mises au point dans le cadre des projets de l'Observatoire.

Le **Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral** (IFAS) a accepté de coopérer davantage avec l'Agence française de développement (AFD) pour faire face au stress hydrique pesant sur la région, en lançant un **nouveau projet dans le cadre du quatrième Programme en faveur de la mer d'Aral**, actuellement mis en œuvre.

Le **Fonds pour l'environnement mondial** a annoncé l'octroi d'une aide de **10,6 millions de dollars américains pour améliorer la gestion du bassin du Zambèze**, afin de favoriser la résilience climatique et la santé de cet écosystème en apportant un soutien à la Commission du cours d'eau du Zambèze, qui est responsable de la gestion de ce bassin hydrographique, et aux huit pays concernés par le bassin.

⁵ Cette coalition réunit l'Allemagne, le Chili, la République dominicaine, l'Estonie, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Irak, le Kazakhstan, le Maroc, la Namibie, l'Ouganda, le Panama, les Pays-Bas, le Sénégal, la Slovénie et la Suisse ainsi que l'Union européenne, en tant qu'organisation d'intégration régionale, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, le Fonds pour l'environnement mondial, la Banque interaméricaine de développement, l'Organisation des États américains, le Fonds d'équipement des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Commission économique pour l'Europe, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, la Banque mondiale, le Centre régional pour la gestion des eaux souterraines pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'organisation EcoPeace Middle East, la plateforme Geneva Water Hub, le Partenariat mondial de l'eau, le Centre international d'évaluation des ressources en eaux souterraines, l'Institut IHE de Delft pour l'éducation relative à l'eau, le Réseau international des organismes de bassin, l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, l'Institut international de l'eau de Stockholm, l'Université de Kinshasa et le Centre de la diplomatie de l'eau de l'Université jordanienne des sciences et de la technologie

⁶ À savoir l'Organisation météorologique mondiale, le Réseau international des organismes de bassin, l'Université nationale kazakhstanaise Al-Farabi, la Société de télédétection atmosphérique et environnementale, l'Académie chinoise des sciences, le Bureau français de recherches géologiques et minières, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, le Centre national français d'études spatiales, le Centre national français de la recherche scientifique, le Centre de recherche en ressources en eau du bassin du Congo, l'Organisation de recherche scientifique et industrielle du Commonwealth, le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, l'Institut indien des sciences, le Centre d'information et d'analyse pour les ressources en eau, l'Institut national français de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, l'Institut français de recherche pour le développement, le Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes, l'Institut international de gestion des ressources en eau, l'Institut international de recherche sur l'eau, l'Université Mohammed VI Polytechnique, l'Organisation nationale japonaise de recherche agronomique et alimentaire, l'Institut national français de la recherche agronomique, le Service géologique brésilien, l'Institut finlandais de l'environnement, l'Observatoire spatial pour le climat, le Centre britannique d'écologie et d'hydrologie et l'Université de Wageningen.

⁷ <https://www.spaceclimateobservatory.org/sites/default/files/2024-12/One%20Water%20Summit%20Declaration.pdf>

PRÉSERVER ET RESTAURER

L'adaptation ainsi que la préservation et la restauration des écosystèmes d'eau douce ont été mises en avant comme des solutions pour faire face aux enjeux croissants liés à l'eau à l'échelle mondiale.

L'initiative «**Freshwater Challenge**»⁸ aide les pays à préserver et à restaurer un réseau de 300 000 km de rivières et écosystèmes d'eau douce d'une superficie de 350 000 ha, qui sont essentiels au maintien du cycle mondial de l'eau. Le «One Water Summit» a permis d'accélérer cette initiative:

→ **deux nouveaux pays, l'Australie et le Kazakhstan**, ont ainsi adhéré à ses principes, faisant passer son nombre de membres à 50, soit 49 pays⁹ plus l'Union européenne.

→ le **Fonds pour l'environnement mondial a également annoncé un investissement de 5 millions de dollars américains** pour aider les États à préserver et à restaurer ces écosystèmes essentiels.

La **deuxième phase du Programme pour la «résilience intégrée au Sahel» du Programme alimentaire mondial** a été lancée, mettant en évidence le rôle que jouent les solutions fondées sur la nature dans l'accélération de la production agricole et la résilience des régions désertiques, dans le cadre de la Grande muraille verte. Cette deuxième phase aura pour objectif de mobiliser **1,5 milliard de dollars américains d'investissements pour le Sahel au cours des cinq prochaines années, afin de venir en aide à 5 millions de personnes** dans le cadre de programmes de renforcement de la résilience.

Le Kazakhstan a annoncé le lancement de la deuxième phase du projet de restauration de la partie septentrionale de la mer d'Aral, en partenariat avec la Banque mondiale. L'entreprise du secteur privé **Kazakhmys Corporation** s'est également engagée à financer à hauteur de 5 millions de dollars américains la préservation du lac Balkhach, dont les zones méridionales sont protégées par la Convention Ramsar sur les zones humides.

Il a également été annoncé que le Kazakhstan travaillera avec des institutions et des partenaires de premier plan dans le cadre de «**Water Towers Partnerships**», afin de pallier aux immenses lacunes de la recherche sur les glaciers, qui approvisionnent 2 milliards de personnes dans le monde. L'objectif sera de **soutenir et de renforcer la réalisation de recherches concrètes afin de combler les lacunes existantes et de formuler des recommandations relatives aux conditions de déglaciation**, de favoriser l'intégration des connaissances locales au corpus de connaissances sur les glaciers et de soutenir les jeunes chercheurs désireux de consacrer leur vie à la science.

⁸ L'initiative bénéficie du soutien du Fonds mondial pour la nature (WWF), de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, des organisations *Nature Conservancy*, *Wetlands International* et *Conservation International*, du secrétariat de la Convention de Ramsar sur les zones humides et de la Commission d'indemnisation des Nations Unies.

⁹ À savoir l'Allemagne, l'Australie, le Botswana, le Brésil, le Burkina Faso, le Cambodge, le Canada, le Chili, la République démocratique du Congo, la République du Congo, les Émirats arabes unis, l'Équateur, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, les Fidji, la Finlande, la France, le Gabon, la Gambie, la Guinée, l'Irak, le Kazakhstan, le Kenya, le Libéria, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Mexique, la Moldavie, le Mozambique, le Népal, le Niger, la Norvège, l'Ouganda, le Pakistan, le Panama, les Pays-Bas, le Pérou, le Royaume-Uni, le Salvador, le Sénégal, la Slovaquie, le Tadjikistan, la Tanzanie, le Tchad, la Zambie et le Zimbabwe.

INNOVER ET TRANSMETTRE

Le «**One Water Summit**» a fourni l'opportunité de présenter de nouveaux partenariats innovants dans le domaine de l'eau .

Un **mémoire d'entente** a été signé entre la Jordanie et la société Meridiam pour faire progresser le projet **Aqaba-Amman**, qui vise à remédier à la pénurie d'eau en Jordanie dans un contexte marqué par le changement climatique et une demande en eau de plus en plus forte alimentée par la croissance démographique et un afflux important de réfugiés. En plus de viser à améliorer la gestion des eaux usées et à favoriser une utilisation durable de l'eau, la Jordanie a également adopté une stratégie solide destinée à approvisionner 3 millions de personnes en eau potable tout en maintenant des prix abordables grâce à la mise en place de programmes de désalinisation et à l'amélioration de l'efficacité des services d'approvisionnement en eau.

La République démocratique du Congo a annoncé la **relance du projet de développement du site hydroélectrique d'Inga**, en partenariat avec la Banque mondiale, ouvrant de nouvelles perspectives économiques en matière de sécurité énergétique dans la région.

La **création de Parlements des jeunes pour l'eau en France et au Kazakhstan** a été annoncée, permettant à diverses parties prenantes de participer aux processus de prise de décision dans le domaine de l'eau.

Le projet «**Adopte un fleuve**» a été lancé pour promouvoir la mise en place d'aires éducatives autour des rivières et des zones humides dans le cadre du «**Partenariat pour une éducation verte**» de l'UNESCO, qui a développé la norme de qualité «École verte» et est chargée de sa certification. Des établissements scolaires pourront ainsi **recevoir cette certification internationale et conclure des accords de jumelage afin de sensibiliser les élèves à l'importance de la préservation des zones fluviales pour un accès durable à une eau de qualité et la bonne santé des écosystèmes d'eau douce**. Cette initiative a été adoptée par le Conseil exécutif de l'UNESCO en octobre 2024, en prévision du «One Water Summit».